

Audience publique du 4 octobre 2006

Recours formé Monsieur ..., ...
contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes
en matière d'impôts sur le revenu des personnes physiques

JUGEMENT

Vu la requête, inscrite sous le numéro 20866 du rôle, déposée le 4 janvier 2006 au greffe du tribunal administratif par Monsieur ..., ... , demeurant à L-..., tendant à la réformation, sinon à l'annulation d'une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 3 octobre 2005 portant rejet de sa réclamation introduite le 22 novembre 1993 contre le bulletin de l'impôt sur le revenu des personnes physiques de l'année 1991, émis le 26 août 1993 par le bureau d'imposition Luxembourg 4, section de personnes physiques ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du Gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 4 avril 2006 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision critiquée ;

Où le juge-rapporteur en son rapport et Monsieur le délégué du Gouvernement Jean-Marie KLEIN en ses plaidoiries à l'audience publique du 20 septembre 2006, Monsieur ... n'ayant été ni présent, ni représenté.

Le 26 août 1993, le bureau d'imposition Luxembourg 4 de la section personnes physiques du service d'imposition de l'administration des Contributions directes émit à l'encontre de Monsieur ..., un bulletin de l'impôt sur le revenu des personnes physiques pour l'année 1991 portant notamment application à son égard du barème de la classe d'impôt I.

Par courrier recommandé du 22 novembre 1993, Monsieur ... introduisit auprès du directeur de l'administration des Contributions directes une réclamation à l'encontre du prédit bulletin d'impôt en revendiquant notamment le bénéfice de la classe d'impôt II/1, sinon de la classe d'impôt II au vu de sa situation familiale.

Le directeur de l'administration des Contributions directes rejeta cette réclamation par décision du 3 octobre 2005 et Monsieur... a introduit contre cette décision directoriale de rejet un recours contentieux par requête déposée le 4 janvier 2006 tendant à la réformation, sinon à l'annulation de la prédite décision directoriale.

Au vœu des dispositions combinées du paragraphe 228 de la loi générale des impôts, communément appelée « *Abgabenordnung* », en abrégé « *AO* », et de l'article 8 (3) 1. de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, le tribunal est compétent pour statuer comme juge du fond sur le recours dirigé contre une décision du directeur statuant sur une réclamation portée devant lui contre un bulletin de l'impôt sur le revenu. Il s'ensuit que le tribunal est compétent pour connaître du recours en réformation introduit.

Le recours subsidiaire en annulation est en conséquence irrecevable.

Le demandeur soulève en premier lieu à l'appui de son recours le fait qu'une information préalable à son imposition sur les points sur lesquels l'administration avait envisagé de s'écarter de sa déclaration d'impôt à son désavantage aux termes du § 205,3 AO n'aurait pas été opérée par l'administration fiscale avant l'émission du bulletin d'impôt le 26 août 1993.

Il critique encore le fait que l'administration fiscale n'aurait jamais motivé sa décision, partant qu'il n'aurait jamais été en mesure de réagir en conséquence.

En ce qui concerne le fond de son recours, il se réfère à sa réclamation adressée au directeur, tout en soulignant qu'au cours de l'année d'imposition 1991, il ne vivait pas légalement séparé de son épouse, qui n'aurait vécu à Vienne pour des seules raisons d'études, « *ceci au même titre que tous les autres étudiants luxembourgeois* ».

Il sollicite dès lors son classement dans la classe d'impôt II/1, et subsidiairement, il demande la prise en compte dans le cadre du calcul de sa charge fiscale de « *ses charges extraordinaires et supplémentaires* ».

Le délégué du Gouvernement, pour sa part, estime que ce serait à bon droit que le directeur a approuvé le bureau d'imposition pour avoir refusé d'imposer Monsieur... collectivement avec son épouse sans domicile fiscal au Luxembourg. Il relève à ce sujet que de l'aveu même du demandeur son épouse vivait de facto en Autriche où elle suivait des études et avait emmené l'enfant commun, de sorte à ne pas avoir eu de domicile fiscal luxembourgeois. Il souligne encore que la qualité d'étudiant de l'épouse ne serait pas pertinente, la convention austro-luxembourgeoise contre la double imposition du 18 octobre 1962 ne contenant pas de règle particulière concernant le domicile fiscal des étudiants.

Il soutient encore que l'enfant commun aurait indubitablement fait partie du ménage de sa mère, qui à son tour vivait séparée de son mari, de sorte que le demandeur ne pourrait prétendre à une modération d'impôt pour enfant à charge.

Il résulte de la réclamation introduite en date du 22 novembre 1993 par le demandeur que son épouse aurait décidé en 1986 de recommencer ses études universitaires à Vienne en Autriche où elle aurait pris résidence en tant qu'étudiante.

Le demandeur y explique encore qu'il y aurait eu à partir de 1990 rupture de la vie commune, son épouse, ensemble l'enfant commun, ayant élu domicile auprès de ses parents à Luxembourg. Il expose avoir introduit le 12 juillet 1990 une demande en divorce, divorce qui fut prononcé le 18 février 1993 sur base de la convention établie par les parties le 21 octobre

1992. Il relate avoir par la suite présenté en date du 5 février 1991 à l'administration des Contributions directes une demande en modération d'impôt sur les salaires pour l'année 1991 en sollicitant notamment l'inscription de la classe d'impôt sur la fiche de retenu d'impôt de la même année ; le demandeur affirme à ce sujet que l'agent ayant traité le dossier y aurait inscrit la classe d'imposition 2, alors pourtant que la classe II/1 aurait été due.

Il conteste la décision ultérieure figurant en date du 26 août 1993 dans le bulletin de l'impôt sur le revenu aux termes de laquelle il a été rangé dans la classe d'impôt I.

A ce sujet, il fait valoir que son épouse, actuellement divorcée de lui, serait à considérer comme résidente luxembourgeoise vivant temporairement à l'étranger pour raisons d'études et résidant au Luxembourg, ensemble leur fille commune, durant les vacances scolaires « *au même titre que tous les autres étudiants luxembourgeois* ».

Il entend se prévaloir à ce sujet d'un certificat de résidence documentant que leur résidence principale se trouve au Luxembourg, ainsi que du fait que son ex-épouse serait toujours inscrite dans la liste des électeurs, que son ex-épouse et leur fille commune auraient encore été affiliées à la Caisse de Maladie des Fonctionnaires et Employé Publics et ce jusqu'au 18 février 1994 et à l'Assurance Accidents de la CGFP jusqu'au 18 février 1993.

Il se réfère encore au contrat d'assurance vie conclu entre lui-même et Assurlux ainsi qu'à diverses assurances conclues au Luxembourg par son ex-épouse et à l'inscription de son ex-épouse auprès du ministère de l'Education Nationale du Grand-Duché en tant qu'étudiante.

En ce qui concerne sa demande tendant à voir considérer l'enfant commun lors de la fixation de la classe d'impôt, il donne à considérer que son ex-épouse étant à l'époque étudiante sans revenus propres, il aurait pris en charge la totalité des frais en relation avec leur enfant commun, à savoir une « *mensualité fixe* » non autrement précisée, des frais de scolarité, des frais d'internat, de frais de location de livres et d'inscription, frais auxquels s'ajouteraient des frais occasionnels tels que l'acquisition d'une chambre à coucher, la première communion, les frais de voyage Vienne-Luxembourg etc.

Il relève encore avoir procédé à la conclusion de divers contrats d'assurance au profit de sa fille et critique à ce sujet que suite au classement retenu par l'administration des Contributions directes, toutes ces primes d'assurances (assurance vie, responsabilité civile, Caisse Médico-Chirurgicale, Caisse de décès, Assurances accidents, etc) ne seraient déductibles que jusqu'au plafond maximal prévu pour une personne seule), alors pourtant que « *les relations juridiques et morales entre père et enfant persistent toujours* ».

Enfin, il critique le fait que l'administration des Contributions directes, a décidé de ne pas accepter le remboursement du prêt étudiant en tant que frais d'obtention déductibles, et estime, pour sa part, que ces frais, et en particulier les intérêts passifs de son propre prêt respectivement de celui de son ex-épouse constitueraient des dépenses faites directement en vue d'acquérir, d'assurer et de conserver les revenus.

Il appartient d'abord au tribunal de vérifier la légalité extrinsèque de l'acte lui déféré, avant de se livrer, par le biais de l'examen de la légalité des motifs, au contrôle de la légalité intrinsèque.

En ce qui concerne le moyen tiré du paragraphe 205, alinéa 3 AO, il y a lieu de relever que cette disposition, aux termes de laquelle « *Wenn von der Steuererklärung abgewichen*

werden soll, sind dem Steuerpflichtigen die Punkte, in denen eine wesentliche Abweichung zu seinen Ungunsten in Frage kommt, zur vorherigen Äusserung mitzuteilen », met en substance à charge du bureau d'imposition, préalablement à l'émission du bulletin d'impôt, une obligation positive de communication des éléments au sujet desquels il envisage de ne pas s'en tenir à la déclaration du contribuable, pour autant que ces éléments représentent une « *wesentliche Abweichung* » en défaveur du contribuable par rapport à sa déclaration.

L'obligation de collaboration du contribuable dans le cadre de l'établissement des bases d'imposition de son revenu a comme corollaire son droit d'être entendu avant la prise d'une décision administrative lui fixant une obligation patrimoniale plus lourde que celle par lui escomptée à travers sa déclaration, lorsque cette « *wesentliche Abweichung* » en sa défaveur provient d'une divergence au sujet des informations et documents par lui communiqués au bureau d'imposition à travers sa déclaration d'impôt ou encore dans le cadre de son devoir de collaboration, suite à une demande afférente du bureau d'imposition. Lorsque la divergence de vues mise en avance par le contribuable s'analyse en substance purement en une question d'application de la loi qui relève de la compétence du bureau d'imposition, le contribuable n'a pas droit à être entendu préalablement à l'établissement du bulletin d'imposition (voir trib. adm. 19 juillet 2000, 11009, Pas. adm. 2005, V° Impôts, n° 303 et autres références y citées).

La contestation principale avancée par le demandeur relative à la classe d'impôt retenue relève en l'espèce non pas d'une divergence par rapport à des éléments factuels déclarés par le demandeur, mais d'une question d'application de la loi non sujette à l'obligation d'information préalable édictée par le paragraphe 205, alinéa 3 AO.

Pour le surplus, le tribunal constate que le demandeur se limite à contester de manière générale le respect du paragraphe 205, alinéa 3 AO, sans indiquer au tribunal quels points du bulletin d'imposition s'écarteraient de manière substantielle de sa déclaration initiale, le seul point constaté par le tribunal consistant *a priori* dans la non-prise en compte du remboursement du prêt étudiant d'un montant de 120.210.- flux en tant que frais d'obtention en relation avec une occupation salariée déductible et ne pouvant être considéré en tant que « *wesentliche Abweichung* » au sens du prédit paragraphe.

Enfin, le non-respect de l'obligation d'indiquer les éléments s'écartant par rapport à la déclaration fiscale du contribuable n'entraîne pas l'annulation du bulletin, mais la suspension du délai de recours notamment dans la mesure où le contribuable n'a pas été en mesure de se rendre compte par lui-même, sur base des données fournies dans le bulletin d'impôt, des éléments retenus en sa défaveur par le bureau d'imposition au-delà de sa déclaration (trib. adm. 20 mai 1998, n° 10321, Pas. adm. 2005, V° Impôts, n° 403).

Il s'ensuit que ce moyen est à rejeter.

En ce qui concerne la question de la classe d'imposition devant être retenue dans le chef du demandeur, l'analyse des moyens du demandeur implique en premier lieu l'examen de la question de savoir si lui-même et le cas échéant Madame ... ont satisfait à l'ensemble des conditions fixées par la législation applicable à l'année 1991 afin d'être imposés selon le barème de la classe d'impôt II.

En vertu de l'article 119 paragraphe 3 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, ci-après « LIR », « *la classe II comprend* :

- a) *les personnes imposées collectivement en vertu de l'article 3,*
- b) *les personnes veuves dont le mariage a été dissous par décès au cours de trois années précédant l'année d'imposition,*
- c) *les personnes divorcées, séparées de corps ou séparées de fait en vertu d'une dispense de la loi ou de l'autorité judiciaire au cours des trois années précédant l'année d'imposition, si avant cette époque et pendant cinq ans elles n'ont pas bénéficié de la présente disposition ou d'une disposition similaire antérieure ».*

Il est constant en l'espèce que le demandeur et Madame... ne sont pas rentrés dans les hypothèses visées par les alinéas b) et c) du paragraphe 3 de l'article précité et par conséquent, il y a lieu de vérifier s'ils remplissaient les conditions déterminées par l'hypothèse visée *sub a)* du paragraphe 3 précité, étant entendu qu'à partir du moment où ils ne sont pas visés par cette dernière hypothèse, ils devront être rangés soit dans la classe d'imposition Ia, telle que définie au paragraphe 2 dudit article 119, soit à la classe I telle que déterminée au paragraphe 1^{er} du même article.

L'article 3 LIR, auquel il est fait référence *sub a)* du paragraphe 3 précité dispose que

« sont imposés collectivement

- a) *les époux qui au début de l'année d'imposition sont contribuables résidents et ne vivent pas en fait séparés en vertu d'une dispense de la loi ou de l'autorité judiciaire ;*
- b) *les contribuables résidents qui se marient en cours de l'année d'imposition;*
- c) *les époux qui deviennent contribuables résidents en cours de l'année d'imposition et qui ne vivent pas en fait séparés en vertu d'une dispense de la loi ou d'une autorité judiciaire ».*

En l'espèce, il est encore constant que la situation du demandeur et de Madame... durant l'année 1991 ne rentre pas dans les prévisions *sub b)* et c) de l'article 3 précité et il échet partant de vérifier s'ils sont susceptibles de remplir les conditions telles que déterminées *sub a)* du même article 3.

Etant donné qu'il n'est pas contesté que les époux..... n'ont pas vécu en fait séparés en vertu d'une dispense de la loi ou d'une décision d'une autorité judiciaire, il appartient au tribunal de vérifier si les deux époux ont été, au début de l'année d'imposition 1991, contribuables résidents au Luxembourg.

L'article 2 LIR soumet la qualité de contribuable résident à la condition d'avoir son domicile fiscal ou son séjour habituel au Grand-Duché de Luxembourg. Ces deux notions sont précisées respectivement par les paragraphes 13 et 14 de la loi d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934, appelée *Steueranpassungsgesetz*, en abrégé « *StAnpG* ». Dans la mesure où les moyens du demandeur ne tendent point à faire admettre l'existence d'un domicile fiscal dans le chef de son épouse pour l'année 1991, mais seulement celle d'un séjour habituel, il y a lieu de confiner l'analyse aux conditions afférentes.

La notion de séjour habituel au sens du paragraphe 14, alinéa 1^{er} StAnpG vise l'endroit où une personne séjourne dans des circonstances qui font apparaître qu'elle reste dans cette localité ou dans ce pays non seulement à titre passager. Le séjour habituel est admis de droit lorsque le séjour effectif au pays excède six mois consécutifs (« *Den gewöhnlichen Aufenthalt im Sinn der Steuergesetze hat jemand dort, wo er sich unter Umständen aufhält, die erkennen lassen, dass er an diesem Ort oder in diesem Land nicht nur vorübergehend verweilt. Unbeschränkte Steuerpflicht tritt jedoch stets dann ein, wenn der Aufenthalt im Inland länger als sechs Monate dauert. In diesem Fall erstreckt sich die Steuerpflicht auch auf die ersten sechs Monate* »).

Il convient par ailleurs de relever qu'aux termes de la convention austro-luxembourgeoise du 18 octobre 1962 tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et plus particulièrement de son article 2 :

« (...) »

2) *Im Sinne dieses Abkommens bedeutet der Ausdruck "eine Person mit Wohnsitz in einem der beiden Vertragsstaaten" eine natürliche Person, die nach dem Recht dieses Vertragsstaates dort auf Grund ihres Wohnsitzes oder ihres gewöhnlichen Aufenthaltes steuerpflichtig ist, oder eine juristische Person, die nach dem Recht dieses Vertragsstaates dort auf Grund ihres Sitzes oder des Ortes ihrer tatsächlichen Leitung steuerpflichtig ist.*

3) *Ergibt sich nach den Bestimmungen des Absatzes 2 für eine natürliche Person ein Wohnsitz in beiden Vertragsstaaten, so ist der Wohnsitz im Sinne dieses Abkommens wie folgt zu ermitteln:*

- a) *der Wohnsitz einer natürlichen Person gilt als in dem Vertragsstaat gelegen, in dem sie über eine ständige Wohnstätte verfügt. Verfügt sie in beiden Vertragsstaaten über eine ständige Wohnstätte, so gilt ihr Wohnsitz als in dem Vertragsstaat gelegen, zu dem sie die engeren persönlichen und wirtschaftlichen Beziehungen hat (Mittelpunkt der Lebensinteressen)*
- b) *kann nicht bestimmt werden, in welchem der beiden Vertragsstaaten die Person den Mittelpunkt der Lebensinteressen hat, oder verfügt sie in keinem der Vertragsstaaten über eine ständige Wohnstätte, so gilt ihr Wohnsitz als in dem Vertragsstaat gelegen, in dem sie ihren gewöhnlichen Aufenthalt hat (...) ».*

Il s'ensuit que cette convention contre les doubles impositions, applicable à la situation de Madame..., tranche la question de la résidence sur base du critère du séjour effectif, défini par ce texte comme étant l'endroit où résident les intérêts principaux de la personne en question, sinon comme l'endroit où cette personne a son séjour habituel.

En l'espèce, il résulte des éléments du dossier, et notamment des informations fournies par le demandeur lui-même, que Madame... vit depuis 1986 en Autriche avec l'enfant commun ..., et qu'elle ne retournait séjourner au Luxembourg qu'à l'occasion des vacances scolaires, de sorte à n'y résider que quelques semaines par an, et en tout cas moins de deux mois consécutivement.

Il s'ensuit que Madame... n'était pas un contribuable résident au Luxembourg au cours de l'année 1991, tandis qu'il n'est pas contesté que le demandeur était un contribuable résident au Luxembourg. Comme seulement l'un des deux époux a eu son domicile fiscal ou sa résidence habituelle au Luxembourg au 1^{er} janvier 1991, les époux..... n'ont pas pu être imposés collectivement au Luxembourg d'après l'article 3 LIR et furent ainsi exclus du bénéfice de la classe d'impôt II conformément à l'article 119 LIR.

Cette conclusion n'est pas énervée par les allusions non autrement précisées du demandeur relatives à un statut spécifique des étudiants, étant donné, d'une part, que le demandeur reste en défaut de préciser la base légale de cette prétention simplement effleurée, et, d'autre part, l'absence d'un tel statut dans la convention austro-luxembourgeoise contre les doubles impositions.

Le demandeur, outre qu'il revendique le bénéfice d'un classement en classe d'imposition II, demande rejetée ci-avant, semble également solliciter la prise en compte de l'enfant commun lors de la fixation de la classe d'impôts, encore qu'une telle demande ne figure pas explicitement dans la requête introductive d'instance, le demandeur se contentant de réclamer son classement en classe d'impôt II/1.

L'imposition collective du contribuable avec son ou ses enfants mineur(s) n'est admise, au vœu de l'article 4 L.I.R., que si les enfants mineurs sont à prendre en considération pour la détermination de sa cote d'impôt en vertu des dispositions de l'article 123 L.I.R. et font partie de son ménage. Aux termes dudit l'article 123 L.I.R., une modération d'impôt en raison des descendants du contribuable n'est possible qu'à la condition que ceux-ci aient fait partie de son ménage au cours de l'année d'imposition. L'article 123 (3) L.I.R. dispose encore dans son 2^e alinéa que « *nul ne peut, pour une même année, faire partie de plus d'un ménage, sauf lorsqu'il passe définitivement, au cours de cette année, d'un ménage à l'autre* ».

Afin de déterminer si, par rapport à cette condition de l'appartenance au ménage du contribuable, la fille du demandeur est susceptible de donner lieu à une modération d'impôt au sens de l'article 123 L.I.R., il y a lieu d'établir dans un premier temps de quel ménage cette personne a fait partie en 1991.

La notion de ménage au sens de l'article 123 L.I.R. doit s'interpréter au regard des dispositions contenues par ailleurs dans cet article qui établit en son point (3) des critères clairs et précis en la matière en disposant qu' « *un enfant est censé faire partie du ménage du contribuable lorsqu'il vit sous le même toit que ce dernier ou bien lorsqu'il séjourne passagèrement ailleurs pour une raison autre que celle d'une occupation essentiellement lucrative. Nul ne peut, pour une même année, faire partie de plus d'un ménage, sauf lorsqu'il passe définitivement, au cours de cette année, d'un ménage à un autre* ».

Il est constant en cause que l'enfant commun faisait partie du ménage de sa mère et qu'il séjournait de ce fait la majorité du temps en Autriche, ne séjournant auprès de son père que le temps des vacances scolaires, de sorte à ne pas pouvoir faire partie, en même temps du ménage de Monsieur... au sens de l'article 123 L.I.R..

La demande du requérant tendant à obtenir son classement en classe d'impôt II / I est dès lors à rejeter.

Le demandeur sollicite encore dans sa requête introductive d'instance la prise en considération « *dans le cadre du calcul de [sa] charge fiscale de [ses] charges extraordinaires et supplémentaires* », en ayant renvoyé le tribunal « *pour ce qui est des rétroactes de l'affaire* » à sa réclamation introduite en date du 22 novembre 1993, censée faire partie intégrante du recours.

Le tribunal constate par ailleurs que la décision directoriale, actuellement lui déférée, a exhaustivement pris position par rapport à cette demande au vu des dispositions légales applicables.

Force est en revanche de constater que le demandeur n'a pas fourni le moindre élément tangible, voire une quelconque explication en droit ou en fait susceptible d'énervier l'argumentation juridique du directeur, de sorte que le tribunal, confronté à un dossier non autrement instruit sur ces points, ne peut que constater que lesdits motifs de refus n'ont pas été utilement combattus, le demandeur n'ayant tout simplement pas pris position y relativement, mais s'étant contenté de réclamer la prise en compte de ses « *charges extraordinaires et supplémentaires* » de manière à ne pas avoir mis le tribunal en mesure d'engager utilement un quelconque débat afférent.

En effet, si le tribunal est certes investi du pouvoir de statuer en tant que juge du fond en la présente matière, il n'en demeure pas moins que saisi d'un recours contentieux portant contre un acte déterminé, l'examen auquel il doit se livrer ne peut s'effectuer que dans le cadre des moyens invoqués par le demandeur pour contrer les motifs de refus spécifiques à l'acte déféré, mais que son rôle ne consiste pas à procéder indépendamment des motifs de refus directoriaux à un réexamen général et global de la situation fiscale du demandeur. Il ne suffit dès lors pas de contester la conclusion d'une décision administrative donnée, en renvoyant en substance le juge administratif au contenu du dossier administratif, mais il appartient au requérant d'établir que la décision critiquée est non fondée ou illégale pour l'un des motifs énumérés à l'article 2, alinéa 1^{er} de la loi du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif tant en ce qui concerne sa conclusion que sa motivation.

En l'espèce, il aurait ainsi appartenu au demandeur, confronté au refus directorial, de justifier respectivement en quoi les « *frais supplémentaires* » évoqués – essentiellement des frais d'éducation et d'entretien de l'enfant commun faisant partie du ménage de Madame..., seraient déductibles au titre de dépenses spéciales au sens de l'article 109 L.I.R. et en quoi les « *charges extraordinaires* » peuvent être considérées en tant que charges extraordinaires au sens de l'article 127 L.I.R..

Etant donné cependant qu'il n'appartient pas au tribunal de suppléer à la carence de la partie demanderesse et de rechercher lui-même les moyens juridiques qui auraient pu se trouver à la base de ses conclusions, il y a lieu de retenir que la simple demande non autrement circonstanciée, même par référence à la réclamation ayant été rejetée par la décision directoriale déférée, ne permet pas au tribunal de mettre utilement en cause ni la légalité ni le bien-fondé de la décision directoriale litigieuse.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;
reçoit le recours en réformation en la forme ;
le déclare cependant non fondé et en déboute ;
déclare le recours subsidiaire en annulation irrecevable ;
met les frais à charge du demandeur.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 4 octobre 2006 par :

Mme Lenert, vice-président,
Mme Thomé, juge,
M. Sünner, juge,

en présence de M. Schmit, greffier en chef.

s. Schmit

s. Lenert